



## Communiqué de presse

### **Les dirigeants fédéraux manquent d'action sur la pandémie du COVID-19 dans les prisons**

**Le 17 avril 2020** (Ottawa, Ont.) - Malgré plus d'un mois d'appels du Congrès des peuples autochtones (CPA) et d'autres organisations pour une action immédiate qui puisse contrer la menace du COVID-19 pour la santé et la vie des détenus sous garde fédérale, le gouvernement fédéral continue de retarder et de reporter sa responsabilité. Les craintes des familles des détenus pour la sécurité de leurs proches continuent et le manque d'informations ou de nouvelles sur leur santé et leur sécurité perdure.

Le ministre de la Sécurité publique, Blair, a demandé aux prisons et aux commissions des libérations conditionnelles d'examiner volontairement les risques pour les détenus en mars bien qu'il ait déjà le pouvoir d'ordonner à Services correctionnels Canada de commencer immédiatement l'examen des cas et de libérer les détenus dans des circonstances atténuantes. Le Parlement était déjà au courant de la surreprésentation des Autochtones dans les prisons lors de l'adoption de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Cette loi conférait au ministre le pouvoir d'ordonner l'examen des détenus dans des circonstances atténuantes. Le fait de ne pas exercer l'autorité existante entraîne des retards et de l'inaction alors que le temps presse.

Le CPA a entendu des témoins oculaires de détenus concernant les conditions de détention, décrivant le non-respect des protocoles de distanciation sociale, le manque de produits sanitaires, les abus et les menaces contre les détenus. Les mesures utilisées comprennent l'isolement cellulaire à long terme, considéré comme méthode de « torture » par les Nations Unies.

Les provinces ont commencé à examiner la question du surpeuplement et des menaces à la vie des détenus, comme dans le cas de Derrick Snow en Ontario qui a demandé une libération anticipée en raison de problèmes de santé chroniques et de la menace d'exposition à l'infection. Ces mesures sont toutefois trop tardives pour les détenus qui ont déjà contracté le virus aux quatre coins du Canada. Des décès ont déjà été signalés et beaucoup d'autres détenus risquent leur vie.

« Une approche incohérente, province par province, et sans leadership fédéral serait trop lente et menace d'aggraver les inégalités entre les détenus et entre les juridictions », a déclaré le chef national du CPA, Robert Bertrand. « Le Canada a besoin d'un gouvernement fédéral capable d'exercer un leadership sur ce problème et d'assurer la santé, la sécurité et le respect des droits de l'homme. »

Le CPA continue d'appeler à des mesures immédiates pour lutter contre le surpeuplement et les conditions insalubres dans les prisons fédérales, et à libérer immédiatement les délinquants à faible risque et non violents, ceux qui approchent de la fin de leur peine et ceux qui souffrent de graves problèmes de santé chroniques.

« Nous avons besoin d'un leadership fédéral et de ressources fédérales pour faire en sorte que les cas puissent être examinés de façon uniforme dans l'ensemble du système carcéral et s'assurer que les détenus et leurs familles soient traités équitablement partout au pays », a déclaré le vice-chef national du CPA, Kim Beaudin. « Nous sommes en retard dans la lutte contre le risque pour les détenus et nous n'avons plus de temps à perdre. »

***Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:***

Kim Beaudin, vice-chef national du Congrès des peuples autochtones

306-717-1429

[k.beaudin@abo-peoples.org](mailto:k.beaudin@abo-peoples.org)

*Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 80 pour cent des autochtones vivent hors réserve au Canada.*